IRAN : SORTIR D'UNE RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

Géopolitique de l'Iran au seuil du XXIe siècle

La politique étrangère de l'Iran, fondée depuis 1979 sur un antiaméricanisme radical, a connu un infléchissement avec l'arrivée en 1997 de Mohammad Khatami à la présidence de la République. Depuis lors, l'Iran a soigné quelque peu ses relations avec l'Europe — en tournant la page de la fatwa contre Salman Rushdie — mais aussi avec le monde arabe, en multipliant les contacts avec l'Arabie Saoudite. L'occasion de renouer le dialogue avec les États-Unis, à fortiori dans le contexte « favorable » du 11 septembre, a toutefois été manquée, à cause du réflexe opportuniste antiaméricain des conservateurs, mais aussi en raison de l'intransigeance de l'administration Bush, qui a placé l'Iran dans la liste des États faisant partie de l'« Axe du Mal ». Dans la perspective d'une éventuelle offensive américaine contre l'Irak et dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme » qui a vu un rapprochement spectaculaire entre Washington et Moscou, l'important partenariat entre l'Iran et la Russie n'est plus tant pour Téhéran une garantie d'indépendance.

Par Mohammad-Reza Djalili

Du point de vue géopolitique, l'Iran occupe sur la mappemonde une position à la fois enviable et inconfortable. Enviable, dans la mesure où c'est un pays qui se situe à l'intersection de plusieurs mondes (arabe, turc, indien, russe), au point de rencontre de plusieurs espaces (Moyen-Orient, Caucase, Asie centrale, sous-continent indien, zone du golfe Persique), entre trois mers (Caspienne, golfe Persique, mer d'Oman), non loin de l'Europe et à la porte de l'Asie. Cette situation devrait, théoriquement, lui permettre de nombreuses ouvertures. Inconfortable, car ce pays est pour ainsi dire encerclé par plusieurs arcs de conflits. Sur son flanc nord-ouest, il y a les conflits du Caucase (Tchétchénie, conflits géorgiens, Haut-Karabakh) ; à l'est de son territoire se déroulent ou se sont déroulés les conflits d'Asie centrale (Afghanistan, Tadjikistan et même Cachemire) ; au sud-ouest se trouvent l'Irak et la zone, toujours très sensible, du golfe Persique. Pour compléter ce tableau,

il faut aussi tenir compte du conflit du Proche-Orient, qui se déroule loin de l'Iran mais qui, du point de vue politique, touche l'Iran islamique, engagé dans le soutien aux mouvements islamistes palestiniens et libanais. Entouré de points chauds, l'Iran peut subir de graves dommages ou être victime d'une ambition belliqueuse. Tel fut d'ailleurs le cas lorsque, le 22 septembre 1980, Saddam Hussein déclencha la première guerre du Golfe en envahissant le territoire iranien. En ce qui concerne les conséquences des conflits armés dans les pays voisins, durant les vingt dernières années, l'Iran a été le pays au monde qui accueillit le plus de réfugiés. Le nombre de ceux-ci a atteint son point culminant en 1991-1992 avec approximativement 4,5 millions de personnes[1].

Malgré son rôle déterminant, le contexte régional à lui seul n'explique pas la situation géopolitique de l'Iran. Sa situation, comme partout ailleurs, mais peut-être avec encore un peu plus d'acuité ici, est très influencée par l'évolution des rapports de forces internationaux au niveau global. Les relations avec les États-Unis, les pays européens, la Russie et les grandes puissances asiatiques sont déterminantes pour un pays comme l'Iran, dont le présent et l'avenir dépendent de ses exportations en hydrocarbures et de ses importations de produits manufacturés et de denrées alimentaires, provenant généralement de ces pays. Par ailleurs, même les relations bilatérales avec les pays voisins ou proches ne peuvent être totalement dissociées de la nature de ses rapports avec les puissances externes à la région.

Pour comprendre les postures géopolitiques de l'Iran, outre le contexte régional et international, ainsi que la conjoncture politique de chaque période particulière, il faut encore prendre en considération la dimension idéologique de sa politique étrangère. Or, depuis la mort de Khomeyni, survenue en juin 1989, les orientations et les lignes directrices de cette politique ont progressivement été modifiées. D'une politique étrangère révolutionnaire et idéologiquement très marquée, l'Iran est passé à l'exercice d'une politique plus pragmatique, plus conciliante. Depuis l'accession à la présidence de la République, en 1997, de Mohammad Khatami, Téhéran a abandonné la politique de confrontation pour une approche fondée sur le dialogue et la recherche d'une certaine détente. Cela dit, la réforme de la diplomatie iranienne a ses limites[2]. Le régime est toujours une république islamique qui reste réticente à l'égard des régimes plus ou moins séculiers ou laïques du monde musulman, méfiante par rapport aux démocraties occidentales et violemment opposée à Israël et aux États-Unis. L'antiaméricanisme reste un leitmotiv de la politique iranienne. Le recours à ce discours s'explique à la fois par la nécessité, pour un régime islamique comme celui de l'Iran, de garder un élément de référence présenté comme révolutionnaire et populaire, du besoin de se servir du Grand Satan comme un exutoire face aux échecs et difficultés rencontrées par la république des mollahs, et par l'importance de l'enjeu que représentent les relations avec Washington dans les luttes intestines entre les diverses factions islamistes qui monopolisent les pouvoirs.

---

[1] Bahram Rajaee, « The politics of refugee policy in post-revolutionary Iran », *Middle East Journal*, vol. 54, n° 1, hiver 2000, p. 44-63.

[2] Voir notre ouvrage *Iran : l'illusion réformiste*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2001, p. 59-76.

L'IRAN ET SES VOISINS, PROCHES ET LOINTAINS

L'Iran a des frontières terrestres et maritimes longues de plus de 7 500 kilomètres avec une quinzaine d'États, dont 5 440 kilomètres de frontières terrestres, 2 440 kilomètres de côtes s'étendant le long du golfe Persique et la mer d'Oman, et 740 kilomètres le long de la mer Caspienne. Sur les sept voisins qui partagent des frontières terrestres avec l'Iran, trois sont des ex-républiques soviétiques (Azerbaïdjan, Arménie, Turkménistan), quatre sont des États enclavés, sans débouchés sur une mer ouverte (les trois ex-républiques soviétiques et l'Afghanistan), un État désavantagé par l'étroitesse de son accès à la mer (l'Irak), un autre, le Kazakhstan, qui a une frontière maritime avec l'Iran, en mer Caspienne, tout en étant un pays enclavé, le plus vaste du monde. Si l'on ajoute à cette liste les autres pays d'Asie centrale comme le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, qui à travers le territoire iranien peuvent atteindre les rives du golfe Persique et de l'océan Indien, on comprend mieux la centralité de l'espace géographique de l'Iran et ses possibilités de transit pour un nombre impressionnant de pays. Pour pouvoir bénéficier de ces avantages, il faut, du point de vue politique, d'abord avoir de bonnes relations avec ses voisins et ensuite mener une politique d'ouverture tous azimuts sur le plan international. Malheureusement, Téhéran a des relations difficiles avec la plupart de ses voisins immédiats d'une part et, d'autre part, du fait de ses choix idéologiques, est relativement isolé sur la scène internationale.

La politique régionale de l'Iran se développe dans trois directions différentes : le golfe Persique (Irak inclus), le Proche-Orient et la région Caucase - Asie centrale, dans laquelle on peut inclure la Turquie, l'Afghanistan et le Pakistan.

Entre ces trois directions, la plus importante est sans aucun doute celle du golfe Persique, c'est-à-dire le lieu où se situent les intérêts primordiaux du pays. En effet, malgré les possibilités qui lui sont désormais ouvertes vers d'autres espaces, cette région reste vitale pour l'Iran, tant du point de vue économique que sur le plan stratégique. Les revenus pétroliers du pays, estimés à environ 24,6 milliards de dollars en 2000 et à 20,7 milliards en 2001[3], proviennent de la production des régions situées à proximité du golfe Persique ou de l'exploitation *off shore* de son plateau continental. C'est aussi à travers le golfe Persique que le pétrole est acheminé vers les marchés de consommation. En fait, ce golfe est la voie idéale de la communication de l'Iran avec le monde extérieur. Si la zone du golfe Persique a une valeur on ne peut plus significative pour l'Iran, en tant que lieu d'accès à la richesse et à la prospérité, elle s'identifie aussi, paradoxalement à un horizon problématique. C'est à travers elle que les immixtions étrangères dans les affaires du pays ont commencé dès le XVIe siècle et se sont amplifiées tout le long du XIXe et d'une grande partie du XXe siècle, siècle qui fut aussi marqué par une guerre très meurtrière, imposée par un État riverain du golfe Persique : l'Irak. Durant cette guerre, et même quelques années après

[3] *Le Monde*, 3 et 4 mars 2002.

le cessez-le-feu, intervenu en 1988, les relations de l'Iran avec les monarchies pétrolières de la région furent assez tendues, surtout avec l'Arabie Saoudite. Il faudra attendre dix-huit ans après la révolution pour qu'un rapprochement entre les deux pays soit amorcé, en 1997. Depuis, Téhéran et Riyad collaborent dans divers domaines ainsi qu'au sein de l'Opep.[4]

Parmi les pays arabes, l'Irak occupe une place privilégiée dans la politique extérieure de l'Iran. La frontière que les deux États partagent s'étend sur une longueur de 1 458 kilomètres. C'est la plus longue frontière internationale de l'Irak et, depuis la disparition de l'Union soviétique, c'est aussi la plus longue frontière terrestre que l'Iran partage avec l'un de ses voisins. Mais l'importance de cette frontière ne réside pas uniquement dans ses dimensions, elle s'explique aussi du fait que, sans être tout à fait étanche, elle représente la ligne de démarcation entre la plaine de Mésopotamie et le plateau d'Iran, entre le monde arabe et le monde iranien — et, dans le passé, entre l'Empire ottoman et l'Empire perse. Du temps de ces deux empires, durant des siècles, un des enjeux majeurs de la rivalité entre ottomans sunnites et persans chiites a été la question de la domination des lieux saints chiites situés dans les villes de Mésopotamie.

La formation de la ligne frontière actuelle entre l'Iran et l'Irak est en grande partie la résultante de l'évolution des rapports de force entre les deux empires musulmans prémodernes. Pour des raisons historiques, et à cause des liens religieux qui unissent la majorité chiite d'Irak à l'État iranien, comme le relève très justement Pierre-Jean Luizard, « aucun pays, même arabe, ne bénéficie en Irak d'une influence comparable à celle de l'Iran[5] ». Cependant, depuis l'indépendance de l'Irak, officialisée en 1932, ce pays est très rarement parvenu à entretenir avec son voisin iranien des relations sinon amicales du moins normales. Ces relations, que l'on peut qualifier allègrement de relations de mauvais voisinage, ont été marquées de tensions, d'accrochages aux frontières et même d'une sorte de « guerre froide » durant les années 1969-1975. Ce n'est qu'à partir de 1975, après la signature de l'accord d'Alger mettant un terme aux contentieux frontaliers que les tensions entre les deux pays ont connu une courte période d'accalmie.

Après la révolution islamique de 1979, en dépit du fait que Khomeyni avait trouvé refuge durant près d'une quinzaine d'années en Irak — ou peut être justement à cause de ce séjour —, les rapports entre les deux États se sont très rapidement détériorés. Si à l'époque du chah, malgré leur mésentente, l'Iran et l'Irak étaient parvenus à éviter un conflit armé ouvert, il en ira tout autrement avec le régime des ayatollahs, théoriquement arabophile et surtout révolutionnaire comme le régime baasiste irakien. Le 22 septembre 1980, Saddam Hussein donne l'ordre à ses troupes d'attaquer l'Iran. Ainsi débute la guerre Iran-Irak, qui va durer huit ans, causer la mort de centaines de milliers de personnes, entrainer des dommages matériels évalués à plusieurs centaines de milliards de dollars. Si la responsabilité du déclen-

---

4 Voir Bawdat Bahgat, « Iranian-Saudi Rapprochment : Prospects and Implications », *World Affairs*, vol. 162, n° 3, hiver, 2000, p. 108-115.

5 *La question irakienne*, Paris, Fayard, 2002, p. 235.

chement de cette première guerre du Golfe, comme de la deuxième, revient entièrement à Saddam Hussein, cela ne déresponsabilise pas le régime islamique, qui par ses provocations a contribué au lancement du conflit et surtout à son prolongement, une fois que l'Iran eut récupéré, en 1982, l'essentiel de son territoire. Au-delà de ses causes immédiates, cette guerre s'explique aussi par l'existence de multiples litiges frontaliers — essentiellement sur le Shatt al-Arab —, de controverses sur les résidents d'origine iranienne vivant dans les villes saintes, régulièrement expulsés, sur la question kurde, sur les différends dans la région du golfe Persique, etc.

C'est en tenant compte de cet arrière-plan historique qu'aujourd'hui, au moment où l'éventualité d'une guerre contre le régime irakien se précise, il faut comprendre la position iranienne. Ce qui frappe à ce propos, c'est qu'en dépit d'une hostilité officielle affichée à l'égard d'une opération américaine en Irak, le point de vue iranien est très complexe. Il y a d'une part un décalage entre la société — très hostile à Saddam Hussein — et le pouvoir sur cette question et, à l'intérieur même du sérail islamique, l'unanimité n'est que de façade[6].

Par rapport aux pays du Proche-Orient (Syrie, Liban, Israël, Jordanie et territoires palestiniens), l'Iran, qui ne partage aucune frontière commune avec eux, mène, depuis la Révolution islamique, une politique active. Cette politique a pour motivation essentielle des considérations idéologiques : l'implication de la République islamique dans le conflit arabo-israélien, une cause qu'elle présente comme un devoir à la fois religieux et révolutionnaire. Dans cette perspective, elle a abandonné la politique du chah, qui prônait l'alliance avec les pays non-arabes du Moyen-Orient (Turquie, Israël) afin de contrer le nationalisme arabe, et s'est alliée à la Syrie. L'axe Téhéran-Damas ainsi formé est en quelque sorte l'épine dorsale de sa politique dans la région. Cet axe lui a permis de s'immiscer dans les affaires du Liban, de renforcer ses liens avec la communauté chiite de ce pays et de fonder, avec les activistes locaux, le Hezbollah. La fondation de ce mouvement est la seule réussite de son ambitieux projet d'exportation de la révolution islamique. Si avec l'O.L.P., qui a soutenu l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, les relations n'ont jamais été faciles, surtout quand celui-ci s'est engagé dans le processus de paix d'Oslo, Téhéran a par contre toujours soutenu les mouvements islamistes palestiniens, le Hamas et le Jihad islamique.

L'effondrement en 1991 de l'Union soviétique ainsi que l'accession à l'indépendance des États du Caucase méridional et d'Asie centrale ont considérablement modifié l'environnement géopolitique de l'Iran qui, avec la Russie, est aujourd'hui le seul État partageant des frontières avec les pays situés à la fois à l'ouest et à l'est de la mer Caspienne. Surpris par la fin soudaine de l'U.R.S.S., Téhéran a été contraint d'élaborer dans la précipitation une politique à l'égard de huit nouveaux États indépendants. Cette politique a pris progressivement forme autour de quelques préoccupations clés : le maintien de la sécurité et de l'intégrité territoriale du pays, le développement des relations économiques bilatérales et multilatérales, la mise en avant des

[6] Voir à ce propos notre article « Et l'Iran dans tout ça ? », *Libération*, 15 novembre 2002.

avantages que la position géographique de l'Iran offrait pour le transit à des pays généralement enclavés. Pour atteindre ses objectifs et en même temps redorer son blason dans l'opinion publique internationale, Téhéran opta dès le début pour une approche prudente et relativement pragmatique, laissant de côté certaines préoccupations idéologiques inhérentes à un régime révolutionnaire et religieux. Par ailleurs, les autorités de la République islamique décidèrent de mener leur politique dans ces deux régions en étroite collaboration avec la Russie. Ce choix reflétait à la fois le désir de Téhéran de continuer une politique de collaboration étroite avec Moscou, comme il l'avait fait depuis le début de la révolution islamique, ainsi que le souci de ne pas se couper de son principal fournisseur d'armes et de matériels militaires. Outre le maintien des rapports étroits avec la Russie, la politique iranienne dans la région Caucase - Asie centrale s'est rapidement articulée autour des relations que le pays entretient avec ses voisins de longue date : la Turquie, l'Afghanistan et le Pakistan, trois États qui comme l'Iran ont d'importants intérêts dans les républiques méridionales de l'ex-U.R.S.S.[7]

Parmi les voisins de l'Iran, la Turquie, pour des raisons historiques, politiques, et économiques, occupe une place de choix, mais les deux pays entretiennent depuis quelques années des relations que l'on peut qualifier de difficiles. Ce qui oppose fondamentalement les deux États non arabes de la région du Moyen-Orient, ce sont les considérations idéologiques. La Turquie est un État laïque, alors que, depuis février 1979, l'Iran est devenu une République islamique. Ankara est allié à l'Occident, membre de l'Otan, candidat à l'entrée dans l'Union européenne et surtout très étroitement lié aux États-Unis. Téhéran, quant à lui, a fait, comme on l'a relevé plus haut, de l'antiaméricanisme la pierre d'achoppement de sa vision du monde, il critique « l'arrogance du Grand Satan », mène au Moyen-Orient une politique anti-israélienne et soutient les revendications palestiniennes surtout telles qu'exprimées par les mouvements islamistes opposés à l'O.L.P. Pour couronner le tout, depuis le milieu des années nonante, l'Iran accuse la Turquie de pratiquer une politique systématiquement pro-israélienne. Ces visions idéologiques contradictoires ont conduit les deux pays à se positionner, souvent de manières différentes et à élaborer au niveau régional et international des stratégies opposées. Mais l'Iran et la Turquie ont fait, jusqu'à présent, preuve de retenue et de prudence et n'ont jamais laissé dégénérer les tensions en conflit ouvert. Ce type de réaction est déjà en soi une attitude responsable qui mérite d'être soulignée tant elle est inhabituelle dans une région du monde dont les conflits armés ont ponctué régulièrement l'histoire, depuis au moins un demi-siècle.

Sur ses frontières orientales, l'Iran a un autre voisin important, l'Afghanistan, pays avec lequel il a des liens historiques très anciens et partage un même espace culturel construit autour de l'héritage linguistique et littéraire persan. Si à ces considérations l'on ajoute les réalités géopolitiques actuelles comme la frontière commune, longue de 936 kilomètres, la

[7] Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, P.U.F., 2001, p. 122-135.

présence de nombreux réfugiés afghans en Iran, la menace que représente pour l'Iran le trafic de drogue en provenance d'Afghanistan, il semble évident que Téhéran devrait jouer un rôle de premier plan en Afghanistan. Or l'Iran, durant les deux dernières décennies, a été là un acteur de second plan, loin derrière le Pakistan. Une série de causes explique cette situation : la volonté de ne pas s'opposer frontalement à l'U.R.S.S. durant son intervention en Afghanistan, la guerre Iran-Irak, le soutien aux minorités chiites du pays, etc. En 1996, l'arrivée au pouvoir des talibans, anti-chiites et anti-iraniens, n'arrange pas les choses. Téhéran esquisse dès lors un rapprochement avec les groupes qui formeront l'Alliance du Nord. Entretemps, les relations entre les deux pays continuent à se détériorer et cette détérioration atteint son point culminant durant l'été 1998, quand les talibans, après leur entrée à Mazar-e-Charif, font assassiner dix diplomates iraniens présents dans cette ville. La guerre fut évitée de justesse grâce à une médiation internationale efficace. Jusqu'à la chute des talibans, les deux régimes islamistes voisins se sont surtout appliqués à éviter tout motif de confrontation directe.

Après le 11 septembre, la politique iranienne à l'égard de l'Afghanistan sera quelque peu chaotique. Elle connaitra une évolution en trois temps. Dans un premier temps, les autorités de Téhéran, toutes tendances confondues, condamnent très fermement les actions terroristes contres les États-Unis. Les circonstances semblent offrir une opportunité nouvelle pour reconsidérer les relations irano-américaines. Mais, deux semaines plus tard, changement de cap : le Guide suprême du régime annonce que l'Iran ne participera à aucune mobilisation américaine contre le terrorisme et condamne par avance toute intervention militaire de Washington en Afghanistan. Khatami s'empresse d'abonder dans ce sens et dénonce « l'arrogance » de George Bush fils. Cette deuxième étape de retour à l'antiaméricanisme primaire sera suivie d'une troisième, habituelle dans la diplomatie islamique, celle de la politique de l'ambigüité. Après la chute des talibans, Téhéran annonce à la conférence de Tokyo qu'il va contribuer, de manière relativement substantielle, à la reconstruction de l'Afghanistan. L'Iran promet une aide de 560 millions de dollars sur cinq ans, dont 120 millions pour l'année 2002. Par ce moyen, l'Iran tente de jouer un rôle plus important que par le passé sur la scène politique de l'Afghanistan.

Avec le Pakistan, malgré l'existence d'une collaboration étroite et de longue date entre les deux pays, les rapports se sont dégradés depuis le milieu des années nonante. Le soutien d'Islamabad aux talibans et les actes de violence commis régulièrement contre les minorités chiites ont peu à peu contribué à une nette détérioration des relations bilatérales. Le rapprochement entre l'Iran et l'Inde, qui est devenue ces dernières années un des partenaires les plus importants de la politique asiatique de Téhéran, ne fait qu'envenimer les choses. La fin du régime des talibans va contribuer à normaliser les relations entre les deux pays voisins en même temps qu'une nouvelle difficulté pointe à l'horizon : la collaboration très étroite qui s'est instaurée entre le Pakistan et les États-Unis, qui ne rassure pas Téhéran.

ENTRE MOSCOU ET WASHINGTON

Si, dans l'ensemble, depuis l'instauration de la République islamique, les relations avec le grand voisin du Nord — l'U.R.S.S. jusqu'en 1991 et la Russie depuis — ont été normales et parfois même amicales, il en a été tout autrement des relations irano-américaines. Pourtant, après l'effondrement du régime monarchique, malgré les distances prises à l'égard de l'Occident, il semblait que les choses allaient reprendre progressivement leur cours habituel entre les deux pays. Mais, dix mois après sa prise du pouvoir, l'ayatollah Khomeyni lance ses partisans, le 4 novembre 1979, à l'assaut de l'ambassade américaine. La crise des otages commence, elle va durer quatre-cents-quarante-quatre jours. Depuis lors, les deux pays ne sont jamais parvenus à normaliser leurs relations.

Durant la guerre Iran-Irak, les États-Unis ont soutenu Bagdad. Après la guerre du Golfe, en dépit du fait que l'Iran avait pris une position de neutralité, Washington n'a pas hésité à mettre l'Irak et l'Iran dans le même sac en élaborant sa politique de « double endiguement » qui sanctionnait d'un même élan les deux États voisins. Ainsi l'Iran a été soumis à des mesures unilatérales américaines par la loi sur la non-prolifération des armes (23 octobre 1992), qui sanctionne les États étrangers transférant des procédés pouvant contribuer à la fabrication des armes de destruction massive, ainsi que par la loi d'Amato de 1996, qui sanctionne toute entreprise étrangère investissant plus de 20 millions de dollars par an dans le secteur pétrolier ou gazier[8]. Ensuite, il y a eu le classement de l'Iran parmi les « États voyous » *(« rogue States »)*, classement amélioré en celui d'« État préoccupant » *(State of concern)* par Madeleine Albright en juin 2000. Avec le déclenchement de l'offensive américaine en Afghanistan, il devint évident que les deux pays avaient les mêmes ennemis, à savoir les talibans et Al-Qaïda, et que de ce fait ils partageaient les mêmes préoccupations et étaient en quelque sorte des alliés naturels. Mais les tergiversations de la politique iranienne à la fin de l'année 2001 empêchèrent la rentabilisation de l'occasion qui s'offrait ainsi à Téhéran de prendre langue avec Washington et d'entamer des négociations[9]. La publication successive d'informations sur la livraison d'armes en provenance d'Iran aux Palestiniens, l'influence exercée par certains services iraniens auprès de quelques seigneurs de la guerre en Afghanistan, la présence signalée des membres d'Al-Qaïda en territoire iranien mirent rapidement fin à cette brève opportunité d'ouverture qui s'était présentée aux deux pays.

Alors que l'après-talibans commençait à prendre forme en Afghanistan, le président Bush a adressé, début janvier 2002, une sévère mise en garde à Téhéran contre toute tentative de déstabilisation de l'autorité de l'administration intérimaire. Cette mise en garde a été suivie par l'inclusion, par le président américain, dans son discours du 29 janvier 2002 sur l'état de

---

[8] Cette loi a été prorogée pour cinq ans par le Sénat américain en juillet 2001.

[9] Voir notre article « L'Iran paie les errances de sa politique étrangère », *Le Figaro*, 16 novembre 2001.

l'Union, de l'Iran parmi les trois États de l'« Axe du Mal ». Cette prise de position a été évidemment très mal accueillie à Téhéran à la fois par les conservateurs et par les réformateurs, ces derniers pensant même qu'elle confortait les positions de la tendance dure du régime opposée à toute esquisse de rapprochement avec les États-Unis. Au-delà des divergences de points de vue entre factions, de nombreux responsables de la République islamique semblent croire que les États-Unis veulent faire de l'Afghanistan une autre Turquie, un État sécularisé et ancré à l'Ouest et ainsi compléter l'encerclement de l'Iran, puisque les forces américaines sont désormais présentes au Sud (golfe Persique), à l'Ouest (Turquie), à l'Est (Afghanistan) et au Nord (Asie centrale et, depuis mars 2002, Géorgie).

Dans le contexte actuel, l'Iran est pour ainsi dire contraint de resserrer ses liens avec la Russie, en même temps que cette dernière, à la suite de son implication dans la lutte contre le terrorisme aux côtés des Américains, montre moins de flexibilité à l'égard de Téhéran. Cette situation inconfortable oblige l'Iran, qui a contracté un contrat d'achat d'armements russes pour une somme de 7 milliards de dollars en octobre 2001, à se plier aux conditions de Moscou, sans toujours bénéficier d'un soutien politique en contre-partie. La seule alternative crédible qui lui reste est de se tourner vers les pays européens.

LES PARTENAIRES EUROPÉENS

Les pays d'Europe occidentale sont depuis des années, avec le Japon et la Corée du Sud, les plus importants partenaires commerciaux de l'Iran. La rupture avec les États-Unis, à la suite de la crise des otages, a contribué à renforcer ces liens économiques. En même temps, cette crise et, par la suite, la guerre Iran-Irak, les prises d'otages au Liban, les attentats terroristes en Europe, les assassinats de réfugiés politiques iraniens dans les pays européens, le non-respect des principes élémentaires des droits de l'homme et surtout l'affaire des *Versets sataniques* du romancier britannique Salman Rushdie ont longtemps empêché une normalisation politique irano-européenne.

Quelques années après la mort de Khomeyni, la Communauté européenne inaugure, en 1992, une nouvelle approche politique à l'égard de l'Iran. Cette approche consiste, dans le cadre d'un « dialogue critique », à préparer le terrain à une normalisation progressive des rapports avec Téhéran. Après l'élection de Mohammad Khatami à la présidence, en mai 1997, on passe à une phase supérieure, celle du « dialogue constructif ». Khatami sera d'ailleurs le premier président de la République islamique à faire quelques voyages officiels dans les grands pays européens.

Si l'option d'une politique de normalisation et de rapprochement par les États européens a, jusqu'à présent du moins, rencontré un succès estimable, c'est qu'elle prend en compte les intérêts mutuels des partenaires. Pour l'Iran, il est impératif de briser l'isolement dans lequel il s'est mis en maintenant sa politique antiaméricaine et de conforter ses liens économiques en les appuyant sur des considérations politico-diplomatiques. Pour les États

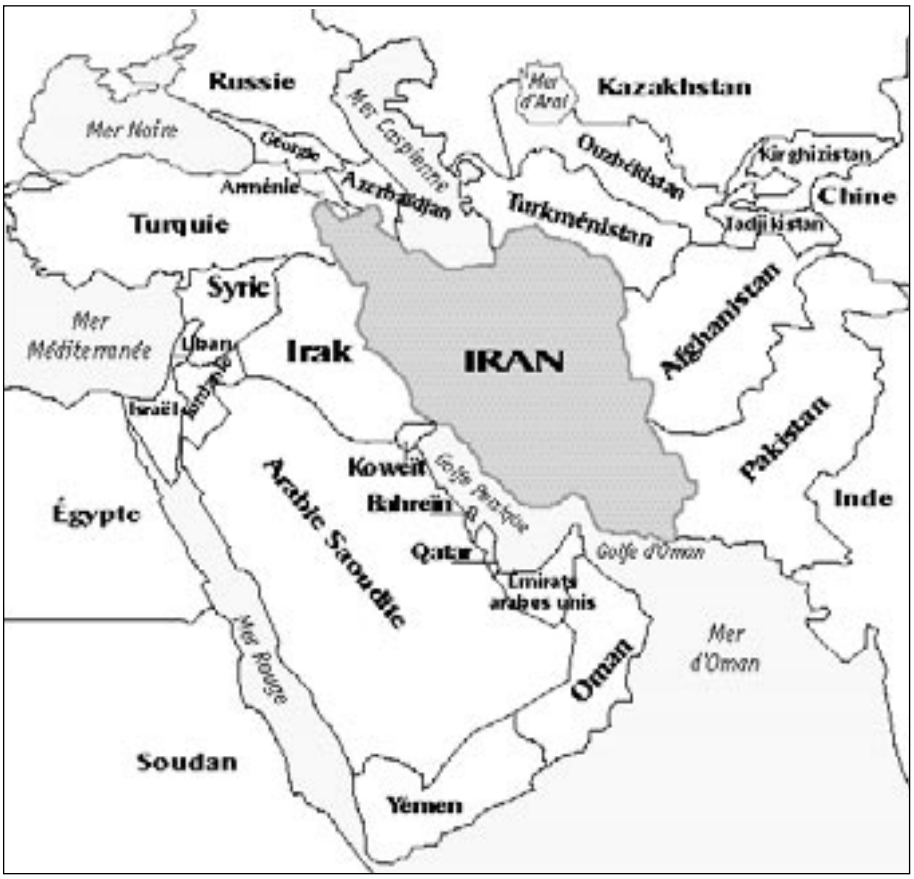
européens, l'Iran est un pays important à la fois sur le plan économique et sur le plan géopolitique, avec lequel la plupart de ces États ont des relations très anciennes. Du point de vue purement politique, les gouvernements européens espèrent que la normalisation avec l'Iran, sous certaines conditions, va amener ce pays à plus de modération dans les affaires internationales et peut-être, à terme, à contribuer au renforcement du courant réformateur à l'intérieur du régime.

Malgré tous ses aspects « raisonnables », cette politique a des effets plus limités que prévu. Ainsi, les Européens ne sont pas parvenus à atteindre un de leurs objectifs principaux : l'adhésion des États-Unis à leur mode d'approche. Dans ces conditions, le développement de leurs relations avec Téhéran reste relativement limité dans la mesure où ils essayent d'éviter de heurter trop frontalement la politique américaine. Du côté iranien non plus, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Les sanctions américaines ont un cout politique et surtout un cout économique. Ainsi, pour attirer les sociétés européennes et les encourager à investir dans le secteur pétrolier, le gouvernement de Téhéran doit leur offrir des conditions plus avantageuses qu'habituellement, ce qui évidemment est une autre manière de sacrifier sur l'autel des considérations idéologiques les intérêts nationaux de l'Iran. Par ailleurs, malgré l'amélioration des relations entre l'Iran et les pays européens, depuis déjà plus d'une demi-décennie, cette évolution reste fragile. Un événement récent est venu confirmer cet état des choses : après plusieurs mois d'attente, Téhéran a refusé son accréditation à David Reddaway, désigné comme nouvel ambassadeur de Sa Gracieuse Majesté en Iran, les conservateurs du régime iranien l'accusant d'être de confession juive et lié aux services secrets britanniques. Londres a décidé de ramener les représentations diplomatiques des deux pays au niveau de chargés d'affaires, ce qui met un terme à plusieurs années d'efforts pour normaliser les relations entre les deux États.

Mohammad-Reza Djalili

Mohammad-Reza Djalili est professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales et à l'Institut universitaire du développement à Genève.

L'Iran


Russie
Mer Noire
Mer Caspienne
Mer d'Aral
Kazakhstan
Géorgie
Arménie
Azerbaïdjan
Ouzbékistan
Kirghizistan
Chine
Turkménistan
Tadjikistan
Turquie
Syrie
Mer Méditerranée
Liban
Irak
IRAN
Afghanistan
Israël
Jordanie
Pakistan
Koweït
Golfe Persique
Bahreïn
Inde
Égypte
Arabie Saoudite
Qatar
Golfe d'Oman
Émirats arabes unis
Mer Rouge
Mer d'Oman
Oman
Soudan
Yémen

IRAN : SORTIR D'UNE RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?